



**PRÉFET
DES HAUTES-
PYRÉNÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Arrêté préfectoral n°65-2021-01-18-001
portant mise en demeure à l'encontre de la SARL DUPIRE
commune de Lourdes**

Le Préfet des Hautes-Pyrénées

Vu le code de l'environnement et en particulier son article L. 171-8 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Rodrigue FURCY en qualité de préfet des Hautes-Pyrénées ;

Vu le décret du 20 janvier 2020 portant nomination de Mme Sibylle SAMOYAUULT en qualité de secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 65-2020-12-28-002 du 28 décembre 2020 portant délégation de signature à Mme Sibylle SAMOYAUULT, secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

Vu l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 novembre 1987 autorisant la SARL DUPIRE à exploiter un atelier de traitement de surface ;

Vu le rapport d'inspection du 12 octobre 2020 faisant suite à la visite effectuée par l'inspection des installations classées le 05 octobre 2020 ;

Vu le courrier de l'exploitant en date du 05 novembre 2020 concernant le travail actuellement mené pour délocaliser son activité dans un nouvel atelier permettant de respecter l'ensemble des prescriptions réglementaires applicables à son activité ;

Vu le rapport d'inspection du 24 novembre 2020 faisant suite à une nouvelle visite effectuée le 12 novembre 2020 ;

Vu la transmission du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure (APMED) à l'exploitant par courrier du 26 novembre 2020 ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant, dans le délai de un mois imparti, suite au courrier précité ;

Considérant que, lors des visites d'inspection des 5 octobre et 12 novembre 2020, l'inspectrice de l'environnement a constaté que l'exploitant ne disposait pas d'un état des stocks régulièrement mis à jour, ce qui est contraire aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 susvisé ;

Considérant que, lors des visites d'inspection des 5 octobre et 12 novembre 2020, l'inspecteur de l'environnement a constaté l'absence de ventilation suffisante dans les ateliers ce qui est contraire aux dispositions de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 susvisé ;

Considérant que, lors de la visite d'inspection du 12 novembre 2020, l'inspectrice de l'environnement a constaté des observations récurrentes concernant la conformité du matériel électrique ce qui est contraire aux dispositions de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 susvisé ;

Considérant que, lors des visites d'inspection des 5 octobre et 12 novembre 2020, l'inspectrice de l'environnement a constaté l'absence de mise en place d'un zonage ATEX et d'un recensement des équipements électriques présents dans ces zones ce qui est contraire aux dispositions de l'article 16 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 susvisé ;

Considérant que, lors des visites d'inspection des 5 octobre et 12 novembre 2020, l'inspectrice de l'environnement a constaté l'insuffisance du volume de rétention associé aux cuves de fluides acides, la présence d'écoulement dans la rétention associée aux cuves de fluides acides permettant de considérer un défaut d'étanchéité d'une des cuves associée, ce qui est contraire aux dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 susvisé ;

Considérant que, lors des visites d'inspection des 5 octobre et 12 novembre 2020, l'inspectrice de l'environnement a constaté l'absence de déclencheur d'alarme en point bas sur les rétentions de plus de 1000 litres, ce qui est contraire aux dispositions de l'article 54 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 susvisé ;

Considérant que, lors des visites d'inspection des 5 octobre et 12 novembre 2020, l'inspecteur de l'environnement a constaté l'absence de dispositif de rétention des eaux d'extinction incendie, ce qui est contraire aux dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 susvisé ;

Considérant que, lors des visites d'inspection des 5 octobre et 12 novembre 2020, l'inspectrice de l'environnement a constaté que l'exploitant ne consigne pas ses opérations de vérification de l'état de ces installations (cuves, rétention,...), qu'il n'a pas défini de périodicité de contrôle ce qui est contraire aux dispositions de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 susvisé ;

Considérant que, lors des visites d'inspection des 5 octobre et 12 novembre 2020, l'inspectrice de l'environnement a constaté que l'exploitant n'a pas équipé l'ensemble de ses bacs de traitements de surface de dispositifs de captation des vapeurs atmosphériques, que les dispositifs de captation mis en place sur certains bacs sont insuffisants, ce qui est contraire aux dispositions des 36 et 57 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé ;

Considérant que, lors des visites d'inspection des 5 octobre et 12 novembre 2020, l'inspectrice de l'environnement a constaté que l'exploitant n'a pas mis en place une surveillance annuelle des rejets atmosphériques, que le dernier rapport de contrôle des rejets datant de 2017 ne prend pas en compte l'ensemble des paramètres à analyser, ce qui est contraire aux dispositions de l'article 57 et 58 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 susvisé, et aux articles 4.23 et 4.24 de l'arrêté préfectoral du 16 novembre 1987 ;

Considérant que, lors des visites d'inspection des 5 octobre et 12 novembre 2020, l'inspecteur de l'environnement a constaté la présence de produits cyanurés dans la même rétention que les produits acides et l'absence de ventilation dans le local de stockage des produits dangereux, ce qui est contraire aux dispositions de l'article 53 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 susvisé ;

Considérant que ces manquements sont de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511.1 du code de l'environnement notamment au regard de la protection de l'environnement ;

Considérant qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SARL DUPIRE à respecter les articles 6, 9, 13, 25 et 26 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 et les articles 4.23 et 4.24 de l'arrêté préfectoral du 16 novembre 1987 susvisé applicable à l'atelier de traitement de surface qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Lourdes ;

Considérant que dans le cadre du contradictoire, l'exploitant, conscient des nombreuses non-conformités présentes sur l'atelier existant, a indiqué étudier le déplacement de son activité de traitement de surface dans un nouveau local conforme aux exigences réglementaires et demandé un délai de 18 mois pour soit déménager son activité, soit réaliser les travaux de conformité sur son atelier existant ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

ARRÊTE

Article 1 :

La SARL DUPIRE, pour son atelier de traitement de surface qu'elle exploite 38-40 avenue Alexandre Marqui sur le territoire de la commune de Lourdes, est mise en demeure :

- ✕ sous un délai de 3 mois, à compter de la notification du présent arrêté :
 - de procéder à une mise à jour suffisamment régulière de son état des stocks pour qu'il corresponde à la situation réelle tout au long de l'année, afin de respecter l'article 8 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 susvisé ;
 - de lever les 16 observations constatées dans le dernier rapport de vérification du contrôle périodique des installations électriques, afin de respecter l'article 17 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 susvisé ;
 - de définir le zonage ATEX et vérifier la conformité des installations électriques présentes dans ces zones, afin de respecter l'article 16 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 susvisé ;
 - de mettre en place une vérification périodique du bon état de ses installations (cuves, rétention,...) avec consignation sur un document prévu à cet effet et tenu à disposition de l'inspection des installations classées, ainsi qu'une formation spécifique aux salariés ayant accès au local de stockage des produits chimiques, afin de respecter l'article 22 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 susvisé ;
 - de positionner sur des rétentions distinctes les produits incompatibles entre eux au niveau du local de stockage des produits chimiques et notamment séparer les produits cyanurés des produits acides, afin de respecter l'article 53 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 susvisé ;
 - de respecter les fréquences de surveillance et les valeurs limites de rejets des émissions atmosphériques (sortie des conduits d'extraction associés aux dispositifs de captation des bains de traitement de surface), afin de respecter les articles 57 et 58 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 susvisé et l'article 4.2.4 de l'arrêté préfectoral du site ;

- x sous un délai de 18 mois, à compter de la notification du présent arrêté :
- d'équiper les ateliers d'une ventilation naturelle ou forcée donnant vers l'extérieur afin de respecter l'article 18 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 susvisé ;
 - d'équiper les rétentions de plus de 1000 litres d'un déclencheur d'alarme en point bas, de disposer d'un volume conforme de la rétention « cuves H⁺ », et de rendre étanche les cuves de traitements associées à la rétention « cuve H⁺ », afin de respecter l'article 20 et l'article 54 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 susvisé ;
 - de mettre en place un dispositif de rétention des eaux d'extinction incendie, afin de respecter l'article 20.III de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 susvisé ;
 - de mettre en place un dispositif de captation des bains de traitement, afin de respecter les articles 36 et 57 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 susvisé et l'article 4.2.3 de l'arrêté préfectoral du site ;

Article 2 : Mesures Compensatoires

Des mesures compensatoires doivent être mises en place dans la période transitoire précédant la mise en conformité du site, notamment :

- une surveillance renforcée de l'état des cuves et rétentions associées aux bains de traitement de surface,
- une stratégie permettant de contenir dans le bâtiment les eaux d'extinction incendie (mise en place de boudins gonflables au niveau des exutoires vers l'extérieur, envoi des eaux d'extinction incendie vers le niveau N-1 du bâtiment qui peut faire office de dispositif de rétention,.....)

Article 3 : Sanctions administratives

Dans le cas où l'une des obligations mentionnées à l'article 1 ci-dessus ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Information des tiers

Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Lourdes et peut y être consultée ;
Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Lourdes pendant une durée minimum d'un mois ;
Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire de la commune et envoyé à la préfecture -pôle environnement, installations classées- ;

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hautes-Pyrénées pendant une durée minimale de quatre mois ;

Article 5 : Délais et voies de recours

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Pau, soit par courrier : 50 cours Lyautey – CS 50 543 – 64 010 PAU Cedex, soit par l'application informatique Télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code susvisé dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1 et 2.

Article 6 : Exécution

- Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture des Hautes-Pyrénées,
- M. le Chef de l'UID 65/32 de la DREAL Occitanie,
- M. le Maire de Lourdes

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hautes-Pyrénées, et dont copie sera adressée :

Pour notification à :

- M. le Directeur de la SARL DUPIRE,

Pour information à :

- M. le Sous-Préfet d'Argelès-Gazost,
- M. le Procureur de la République,
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Hautes-Pyrénées.

Fait à Tarbes, **18 JAN. 2021**

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale,

Sibylle SAMOYAUULT

